

INFO-NÉGO

DERNIÈRE HEURE!



Info-Négo | Pinel

Volume 3 no 6 – 18 janvier 2021

Table intersectorielle

Protection du pouvoir d'achat et discrimination systémique

Une rencontre de négociation intersectorielle a eu lieu avec le Secrétariat du Conseil du trésor, mercredi. À cette occasion, deux sujets importants ont été abordés : la protection du pouvoir d'achat et la discrimination systémique.

Protection du pouvoir d'achat

Les parties ont poursuivi les discussions entamées lors d'une rencontre précédente sur la protection du pouvoir d'achat du personnel professionnel.

Au Québec comme partout dans le monde, le coût de la vie ne fait qu'augmenter. Les travailleurs sont en droit d'obtenir des augmentations qui maintiennent leur capacité d'assumer cette hausse de coûts. Depuis plusieurs années, les négociations dans les secteurs publics et parapublics ont eu pour résultat de détruire ce maintien. Pour que cesse l'appauvrissement des travailleurs du Québec, le SPGQ réclame donc pour les professionnelles de l'État québécois une augmentation de 2 % en 2020.

Le SPGQ désire aussi une augmentation systématique équivalant à la hausse du coût de la vie déterminée par l'Institut de la statistique du Québec, et ce, pour chacune des années subséquentes.

Discrimination systémique

La partie syndicale a également présenté sa proposition pour mettre fin à la discrimination systémique envers le personnel professionnel travaillant dans des secteurs majoritairement composés de femmes.

Le personnel professionnel des secteurs à majorité féminine subit des écarts salariaux importants par rapport aux secteurs à majorité masculine en raison de la discrimination systémique. Cela dure depuis de nombreuses années. Le SPGQ réclame des correctifs pour mettre un frein à cette discrimination systémique. Un signal fort et compris par tous les employeurs du Québec doit venir affirmer la valeur du travail de toutes les femmes.

Parmi les sujets de discussion à venir, on retrouve notamment l'enjeu des écarts salariaux, pour les mêmes corps d'emploi, entre les différents secteurs publics (provincial, fédéral et municipal).

Comité de négociation en santé et éducation

Simon Bellemarre

Ryan W. Moon

Julie Comtois

Stéphane Gosselin

Ariane Polisois-Keating

Kim Regaudie

Responsables politiques de la négociation

Jessica Bourque, deuxième vice-présidente et responsable du dossier de la santé

Adi Jakupović, secrétaire et responsable du dossier de l'éducation supérieure

Conseiller en négociation

Luc Desjardins